

FINANCES PUBLIQUES

Plan du cours de Marie-Caroline VINCENT-LEGOUX

CHAPITRE INTRODUCTIF

Section I Définition des finances publiques

§ I Une branche du droit public ayant acquis un caractère interdisciplinaire

§ II Les contours de la matière

Section II Enjeux des finances publiques

§ I Les enjeux politiques

A. La souveraineté de l'Etat

B. L'action politique du gouvernement et ses répercussions politiques

1. Sur le plan international
2. Sur le plan interne

C. L'importance politique du Ministère des finances

§ II Les enjeux juridiques

A. En droit constitutionnel : le contrôle de l'action politique du gouvernement

1. Historique
2. Détermination du rapport de forces entre les pouvoirs constitués

B. En droit administratif : le bon fonctionnement de la décentralisation administrative

§ III Les enjeux économiques

A. Une tradition d'interventionnisme économique de l'Etat sous l'Ancien Régime

B. L'opposition de la doctrine économique libérale à l'interventionnisme de l'Etat au XIX^e siècle

1. La conception d'un « Etat Gendarme »
2. La neutralité des finances publiques classiques

C. Le renouveau de l'interventionnisme économique de l'Etat au XX^e siècle

1. La conception d'un « Etat Providence »
2. L'évolution des finances publiques : les finances publiques modernes
 - a. La fin de la « neutralité objective » des finances publiques : les effets économiques des finances publiques
 - b. La fin de la « neutralité subjective » des finances publiques : les objectifs économiques des finances publiques
 - . L'action sur les structures économiques
 - . L'action sur la conjoncture économique

D. La contestation limitée de l'interventionnisme économique de l'Etat

§ IV Les enjeux sociaux

A. L'égalité devant l'impôt

B. Une redistribution des revenus

Section III Contraintes des finances publiques

§ I Les contraintes politiques

A. Les contraintes de politique internationale

1. *La défense nationale*
2. *La solidarité européenne*

B. Les contraintes de politique interne

1. *Quant aux dépenses*
 - a. *Les options idéologiques*
 - b. *Les résistances catégorielles*
2. *Quant aux recettes*
 - a. *Les conséquences financières d'une crise politique*
 - b. *L'action des groupes de pression*
 - c. *Les échéances électorales*

§ II Les contraintes juridiques

A. Les normes constitutionnelles

1. *Le préambule de la Constitution de 1958*
2. *Le corps de la Constitution de 1958*

B. Les normes internationales et européennes

C. Les normes législatives

1. *Les lois organiques*
2. *Les lois ordinaires*

D. Les normes réglementaires

§ III Les contraintes économiques

A. La contrainte essentielle : la conjoncture économique

B. Les contraintes plus relatives

1. *Le poids des dépenses publiques sur la richesse nationale*

2. La théorie des la neutralité fiscale
3. La programmation économique pluriannuelle
4. La compétition internationale

§ IV Les contraintes sociales

PARTIE I LE CONTENU DES LOIS DE FINANCES

CHAPITRE I LE DOMAINE IMPÉRATIF DES LOIS DE FINANCES

Section I Les autorisations budgétaires

§ I L'objet des autorisations budgétaires

A. Les recettes de l'Etat

1. Les recettes fiscales
 - a. *Définition de l'impôt*
 - b. *Typologie de l'impôt*
2. Les recettes non fiscales
 - a. *Les recettes courantes*
 - b. *Les recettes exceptionnelles*

B. Les dépenses de l'Etat

1. Les classifications économiques
 - a. *La création ou non d'une richesse*
 - b. *L'existence ou non d'une contrepartie directe*
2. Les classifications administratives
 - a. *Le service dépensier*
 - b. *La fonction de l'Etat concernée*

§ II La portée des autorisations budgétaires

A. La portée des autorisations de recettes

B. La portée des autorisations de dépenses

1. Notion de crédit budgétaire
2. Classifications des crédits budgétaires
 - a. *Classification selon la source de l'autorisation budgétaire*
 - b. *Classification selon l'objet précis de l'autorisation budgétaire*
 - c. *Classification selon la rigidité de l'autorisation budgétaire*

§ III Les grands principes applicables aux autorisations budgétaires

A. L'unité

1. *Signification*
2. *Tempéraments*
 - a. *Les budgets annexes*
 - b. *Les comptes spéciaux*
3. *Contournements*
 - a. *La débudgétisation*
 - b. *La non budgétisation*

B. L'universalité

1. *La règle de non contraction des recettes et des dépenses*
 - a. *Signification*
 - b. *Dérogations*
2. *La règle de non affectation d'une recette à une dépense*
 - a. *Signification*
 - b. *Dérogations*

C. La spécialité des crédits budgétaires

1. *Signification*
2. *Dérogations*
 - a. *Les crédits globaux ouverts sur des dotations*
 - b. *Les fonds spéciaux*

D. L'annualité

1. *La règle de l'antériorité des autorisations budgétaires*
 - a. *Signification*
 - b. *Dérogations*
2. *La règle de la durée annuelle des autorisations budgétaires*
 - a. *Signification*
 - b. *Dérogations*
3. *La règle de la limitation de l'exécution des recettes et des dépenses à la durée des autorisations budgétaires*
 - a. *Signification*
 - b. *Dérogations*

E. L'équilibre

F. La sincérité

Section II Les autorisations portant sur les ressources et les charges de trésorerie

§ I Le titulaire des autorisations : le Trésor public

§ II Le contenu des autorisations : analyse des opérations de trésorerie

A. Le recours aux dépôts des correspondants du Trésor

B. Le recours aux emprunts publics

1. L'émission des emprunts publics

2. La gestion de la dette publique

CHAPITRE II LE DOMAINE FACULTATIF DES LOIS DE FINANCES

Section I Les dispositions autorisées

§ I Le domaine facultatif et partagé des lois de finances

§ II Le domaine facultatif mais exclusif des lois de finances

Section II Les dispositions interdites : les « cavaliers budgétaires »

PARTIE II L'ELABORATION DES LOIS DE FINANCES

CHAPITRE I LA PROCEDURE

Section I La préparation d'un projet de loi de finances par le Gouvernement

Section II Le dépôt du projet de loi de finances au Parlement

§ I **Priorité à l'Assemblée nationale**

§ II **Date limite du dépôt**

Section III L'adoption du projet de loi de finances par le Parlement

§ I **L'examen en commission**

§ II **La discussion et le vote en séance publique**

§ III **La navette**

CHAPITRE II L'ENCADREMENT DES POUVOIRS DU PARLEMENT

Section I Les limites de l'initiative parlementaire

Section II Les délais d'adoption d'une loi de finances

PARTIE III L'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES

CHAPITRE I LES MODALITES DE MISE EN OEUVRE DES AUTORISATIONS

Section I Des obligations strictes

§ I La mise en œuvre du principe de spécialité budgétaire

§ II Le principe de la sincérité des comptes

§ III Le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables

A. Distinction des ordonnateurs et des comptables

1. Les ordonnateurs

2. Les comptables

B. Signification du principe de séparation

C. Application du principe de séparation

1. Pour les opérations de dépenses

a. La phase administrative

b. La phase comptable

2. Pour les opérations de recettes

a. En ce qui concerne les recettes de la fiscalité directe

b. En ce qui concerne les recettes non fiscales

D. Tempéraments au principe de séparation

Section II Une latitude du pouvoir réglementaire

§ I Quant à la structure des autorisations budgétaires

A. Les virements de crédits

B. Les transferts de crédits

§ II Quant au montant des autorisations budgétaires

A. Les décrets d'avances

B. Les annulations de crédits

C. Les reports de crédits

CHAPITRE II LES CONTROLES

Section I Les contrôles internes

§I Le contrôle budgétaire et comptable ministériel

§II L'audit interne

§III Le contrôle de l'Inspection générale des finances

Section II les contrôles externes

§I Les contrôles opérés par le Parlement

A. Pendant l'exercice budgétaire

1. Les questions des parlementaires
2. Les commissions parlementaires

B. Après la clôture de l'exercice budgétaire : la loi de règlement du budget

§ II Les contrôles opérés par des organes juridictionnels

A. La Cour des comptes

B. La Cour de discipline budgétaire et financière